

# Reconquista

Samizdat de combat identitaire

Février-Mars 2008

## Il y a une vie après les élections

Le premier tour des élections municipales passé, quelques-uns ont oscillé entre la colère, le désarroi et le défaitisme. Les résultats seraient catastrophiques et la majorité des candidats des courants national et identitaire auraient été "laminés".

Au-delà d'un contexte global qui n'était pas favorable, il faut avouer que les résultats n'ont pas toujours été à la hauteur de nos espérances. Que ce soit à Nice, à Dreux, à Lomme, au Havre, à Aix-en-Provence, à Libourne, à Lunel, à Strasbourg, à Rombach-le-Franc ou encore à Saint Nabor, nous aurions bien voulu aligner des scores un peu plus conséquents.

Ceci étant précisé, il faut tout de même remettre en perspective nos candidatures avec ces élections.

**Lors des précédentes municipales de 2001, notre courant de pensée émergeait à peine. Cinq ans seulement après s'être structuré au travers du Bloc et des Jeunesses Identitaires, il est présent sur plus d'une vingtaine de listes. Mieux, les Identitaires sont désormais un courant à part entière du paysage politique français.**

Certains esprits chagrins tentent de railler ou de minorer nos résultats, habitués qu'ils ont été aux scores importants alignés – dans le passé – par le FN. Nous n'avons pourtant pas à rougir de ces scores, honorables pour un premier combat municipal et obtenus dans un contexte de laminage électoral des forces patriotiques. Mais au-delà de ces querelles de chiffres, il est important de comprendre que **nous parvenons à développer le courant identitaire sans grosse structure, sans subventions publiques, sans permanents et sans locaux, simplement avec nos tripes, notre courage et une volonté de fer.** Et puis, si nos résultats oscillent entre 2 et 5%, n'oublions pas que le FN dépassait rarement la barre des 1% à ses débuts... Nos scores sont donc plutôt très encourageants pour un jeune mouvement.

Le cas de Nice est, à ce sujet, exemplaire. Le fait d'avoir pu constituer une liste de 69 noms est déjà une première victoire. Le score de 3,03 % obtenu par la liste N.I.S.S.A. à l'élection municipale de Nice confirme l'implantation des Identitaires sur le plan local. En outre, aux élections cantonales, Philippe Vardon obtient 4,22 % des suffrages et Benoît Loeuillet 5,09 %, devenant ainsi le premier candidat identitaire à dépasser les 5% à Nice. L'analyse de ces deux élections montrent que les Identitaires progressent de 700 voix (en six mois !) par rapport aux législatives. Et cette progression se fait malgré le contexte difficile déjà évoqué.

En revanche, le FN, sous les couleurs de qui Marie-France Stirbois avait obtenu 14 % en 2001, s'effondre à 4,16 %. Un chiffre qui n'a rien de réjouissant dans une ville traditionnellement favorable aux idées patriotiques et qui devrait inciter les cadres et militants locaux de ce parti à s'interroger sur la stratégie suicidaire imposée par Paris lors de la campagne ; en gardant en mémoire que, durant des mois, les Identitaires ont tendu la main et proposé l'union. Une union acceptée par Remy François, le secrétaire départemental du FN, mais sabordée par le Paquebot...

Alors que penser de ces élections ?

**Celles-ci, nous l'avons toujours dit, ne sont pour les Identitaires qu'un moyen, qu'une étape, et non l'Alpha et l'Omega de la vie politique, comme cela a été trop souvent pour la droite nationale.** Au-delà de résultats que d'aucuns pourront juger décevants, l'important est d'avoir pu – pour la première fois – présenter des listes et, ainsi, avoir accès aux "grands" médias. C'est une pierre supplémentaire posée dans l'édifice que nous construisons jour après jour. Et cet édifice ne va sûrement pas s'effondrer en raison de résultats électoraux en deçà de nos espérances.

L'une des faiblesses de la droite nationale électoraliste est de mesurer sa force et son existence politique à l'aune de son engagement sur le terrain électoral. Et une fois venu le temps des échecs, nombreux sont ceux qui sont tentés d'abandonner le combat politique.

Soyons clairs : nous pourrions demain accumuler les scores à 0,2 % nous n'en continuerions pas moins de lutter pour les nôtres. Car, **pour nous, le combat n'est pas simplement électoral, il est total : accent mis sur l'enracinement local, développement du réseau associatif, prise de contrôle de médias alternatifs, priorité à l'action et à une présence permanente sur le terrain, opérations d'agit-prop menées dans une logique de "franc-tireur pour sensibiliser l'opinion, etc. Mais aussi, à l'occasion, candidatures aux élections pour faire profiter le courant identitaire d'une fenêtre médiatique.**

Les Identitaires, c'est tout cela ! Les élections se terminent. Nous en sortons riches d'expériences nouvelles. Le combat se poursuit, sous toutes ses formes. La plupart des dirigeants identitaires sont trentenaires. Nous avons le temps, nous avons de l'énergie à revendre. Nous avons l'avenir devant nous !

**Fabrice Robert** □  
Président du Bloc Identitaire

**Mario Borghezio :  
l'Union européenne défend  
la soupe identitaire**

L'organisation non gouvernementale Solidarité alsacienne, proche du mouvement régionaliste alsacien, avait prévu, le 1<sup>er</sup> mars à Strasbourg, de distribuer gratuitement une "soupe populaire" aux pauvres et aux sans abris qui se retrouvent habituellement près de la gare ferroviaire de la capitale alsacienne.

Cette action de volontariat civique a été interdite par la Préfecture locale au moyen d'un important déploiement de forces de police qui ont menacé d'arrestation immédiate l'organisatrice Chantal Spieler ainsi que les autres bénévoles.

A la lumière de ces faits, le député Mario Borghezio a posé à la Commission de l'Europe une question écrite par laquelle il lui demande si elle n'estime pas que l'interdiction brutale et disproportionnée par les autorités françaises d'une simple distribution gratuite de soupe aux pauvres et aux déshérités est en contradiction avec les principes fondateurs de l'Union européenne et avec le respect des droits fondamentaux et, en outre, si la Commission de l'Europe n'estime pas que l'action caritative de l'association Solidarité alsacienne devrait au contraire être protégée et encouragée, y compris à la lumière des principes de la soi-disant "intégration sociale" soutenue par l'Union européenne.

*"Cette action de volontariat civique, que nous avons déjà réalisée voici un an à Turin, poursuit Mario Borghezio, il faut la reprendre à grande échelle dans toute la Padanie avec le soutien de nos associations telles que la Garde Nationale Padane et les Volontaires verts."*

**Tai Luc du groupe LSD,  
à propos du métissage**

*"Je ne revendique pas le statut d'eurasien parce que, chaque fois que je peux, je dis que le métissage c'est une connerie si c'est un programme politique. Il y a des gens qui vont te dire que le métissage c'est bien, et à cela je dirai non ! Le métissage c'est une affaire sentimentale. C'est des initiatives d'êtres humains avant tout. Ce ne sont pas des partis politiques qui doivent te dire ce que tu dois faire. La générosité ne peut pas se planifier."*

(extrait d'un entretien accordé à ONG) □

## L'islamisation de l'Europe :

Quand les Etats-Unis poussent les Etats arabes et musulmans à "faire preuve de solidarité avec les musulmans du Kosovo" en reconnaissant le nouvel Etat – au risque de favoriser des conflits séparatistes dans de nombreuses régions du globe – leur démarche, qui peut paraître à quelques égards paradoxale, répond en fait à leur intérêt bien senti. Lequel, on s'en doute, fait peu de cas de celui de l'Europe.

*"Nous considérons comme très positif le fait qu'un Etat musulman, un Etat à majorité musulmane, ait été créé aujourd'hui".* C'est par ces mots que Nicholas Burns, le numéro trois du département d'Etat américain, saluait la déclaration d'indépendance du Kosovo.

Quelques jours après, il tempérait son propos : *"Le cas du Kosovo est unique, et n'a aucun équivalent dans le monde"*... Le risque est en effet grand que l'exemple kosovar d'une proclamation unilatérale d'indépendance, sans l'aval des Nations Unies et au mépris du droit international, donne des idées à de nombreux autres mouvements indépendantistes ou séparatistes de par le monde.

La plus grande circonspection prévaut d'ailleurs parmi les membres de l'Organisation de la conférence islamique. Si l'OCI a officiellement reconnu l'indépendance de la nouvelle entité musulmane, seuls quatre pays - sur cinquante-sept - lui ont jusqu'à présent emboîté le pas en tant qu'Etats : la Turquie, l'Afghanistan, l'Albanie et le Sénégal. La Syrie est aux prises avec le problème kurde ; l'Iran est confronté aux séparatismes kurde et azéri ; le Maroc et l'Algérie redoutent des tensions avec leur minorité berbère ; les monarchies sunnites du Golfe s'inquiètent de la proportion croissante des Chiites sur leur territoire ; Pakistan et Indonésie ne souhaitent pas troubler leur précaire équilibre multiculturel... Bref, tout le monde a quelques bonnes raisons d'attendre.

La réaction turque est un cas d'espèce : Ankara sait qu'elle peut compter sur l'indéfectible alliance avec Washington pour que, si d'aventure sa minorité kurde entendait imiter le mauvais exemple kosovar, elle soit matée comme il convient sans que cela suscite les foudres de "la communauté internationale". Les récentes opérations de "nettoyage" de l'armée turque contre les rebelles kurdes en territoire irakien ne se sont-elles pas officiellement déroulées "en coordination" avec les Etats-Unis ? Lesquels ont fait part – très officiellement – à leur allié turc de leur "grande compréhension" dans ce qui est une violation caractérisée du droit international. Ankara peut se permettre le luxe d'emboîter servilement la pas à la rhétorique du suzerain américain (la "solidarité musulmane"...) en accroissant son prestige aux yeux des musulmans de l'Oummah, le tout sans jouer les apprentis sorciers avec ses propres forces centrifuges. Les Kurdes ne s'y sont d'ailleurs pas trompés qui n'ont pas bronché depuis l'indépendance du Kosovo, alors que l'événement aurait dû leur donner des ailes.

La création d'une nouvelle enclave musulmane au cœur de l'Europe est une bonne opération géostratégique pour la Maison Blanche dont l'objectif à moyen terme est d'arrimer la Turquie islamique au magma bruxellois. L'entrée dans l'Union européenne d'un ensemble culturellement et ethniquement homogène – totalement antagoniste avec le vieux fonds européen – de 70 millions d'individus auxquels il faut ajouter les quelque cent millions de ressortissants des pays turcophones d'Asie centrale, provoquera en effet une implosion du Vieux Continent et sa vassalisation définitive. Débarrassés sans coup férir d'une Europe qui entendrait encore jouer un quelconque rôle politique à l'échelle du monde, les Etats-Unis auront alors les coudées franches pour s'occuper de leurs "vrais" problèmes – la Russie et la Chine – et se lancer à la conquête du Caucase et de la Sibérie,

## intérêt bien compris des Etats-Unis

l'objectif – vital – étant d'assurer leurs futurs approvisionnements en pétrole et en gaz pour les décennies qui viennent.

Si l'on souhaite prendre la mesure du total mépris que les Etats-Unis vouent à l'identité européenne, il suffit entre autre de lire ce que déclarait le 21 décembre 2004 leur actuel pion élyséen, à l'époque ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, au retour d'un voyage en Israël: "*Le problème, ce n'est pas la Turquie, mais l'identité de l'Europe. Si nous voulons vraiment nous élargir dans cette région du monde, nous devrions d'abord intégrer Israël, dont la population, largement d'origine européenne, partage nos valeurs*" (Actualités juives, 23 décembre 2004). Turcs et juifs œuvrant de conserve à l'intérieur d'une même "Europe"? Et pourquoi pas... Entre tribus turco-mongoles... Leur coopération n'est-elle pas déjà poussée dans de nombreux domaines, en particulier dans le domaine militaire? Dans la logique anti-identitaire du mondialisme, en vérité "*tout est possible*". Cette "*solution*" permettrait en tout cas à l'oncle Sam de fourguer à l'Union européenne le fardeau budgétaire que représentent les fins de mois difficiles de l'Etat hébreu. Pas de petites économies quand on ambitionne l'absolu leadership mondial. Nicolas Sarkozy est un excellent spectromètre des intérêts stratégiques de l'entité américano-sioniste...

Henri Dubost □

## Le Kosovo est serbe !

Les images télévisées sont d'une grande utilité quand elles révèlent crûment certaines vérités : le monde entier a pu voir ainsi, dans les rues de Pristina, capitale du Kosovo nouvellement indépendant, des manifestants hystériques brandir d'une main leur drapeau "national" (en fait, le drapeau albanais) et de l'autre le drapeau américain.

Ces gens-là avouent ainsi que leur nouvel Etat "indépendant" est en fait un protectorat américain, installé au cœur de l'Europe pour vassaliser encore un peu plus celle-ci et servir de base à l'OTAN contre la Russie, dans cette zone stratégique clé que sont les Balkans, à l'intersection d'un axe Ouest-Est – entre l'Europe occidentale et l'Europe slave – et d'un axe Nord-Sud – entre le continent européen et la Méditerranée (c'est à dire l'Afrique et le Proche-Orient).

Les USA, qui prétendent agir contre l'islamisme, installent ainsi, sciemment, une base islamiste au cœur de l'Europe. Au moment où les émeutes provoquées dans certaines villes danoises par des islamistes rappellent aux naïfs qui en douteraient que l'offensive islamiste touche toute l'Europe occidentale.

Cette opération américaine appuie l'entreprise de nettoyage ethnique entreprise depuis longtemps par les Albanais contre les Serbes. Ce n'est qu'une étape dans l'islamisation de l'Europe.

Face à cela, doit être totale la mobilisation des Européens encore lucides – il y en a – pour montrer, par tous les moyens, leur solidarité active avec leurs frères serbes. Ceux-ci ont grand besoin de savoir qu'ils ne sont pas seuls et que leur combat identitaire est le nôtre.

La terre du Kosovo est serbe. Un jour viendra la reconquête de ce berceau historique du peuple serbe.

Pierre Vial □

Président de Terre et Peuple

## Douce France, etc.

### Guerre civile : comment le pouvoir entend faire illusion

Interpellations lundi 18 février dans des "cités" de Villiers-le-Bel, Sarcelles, Gonesse et Arnouville (Val-d'Oise) : dès 6h, plus d'un millier de policiers – des CRS, des enquêteurs de la DRPJ de Versailles, de la Sécurité publique du Val-d'Oise et de l'Office central de répression des violences aux personnes – ont investi ces cités. Trente-trois suspects y ont été interpellés.

Les enquêteurs de la PJ cherchaient les individus ayant tiré sur les policiers, notamment lors de la deuxième nuit d'émeute, blessant plus de 130 CRS. Ceux de la Sécurité publique ciblaient les personnes ayant agressé un commissaire de police et incendié la bibliothèque et la maternelle de Villiers-le-Bel et commis différentes dégradations dans la ville. Les hommes du RAID ont également été mobilisés pour interpellier les individus "*les plus dangereux*".

Deux chefs de bande âgés d'une trentaine d'années étaient particulièrement visés. "*Ils ont organisé les émeutes et indiqué aux jeunes comment se placer, comment tirer sur les forces de l'ordre qui étaient attirées dans des endroits ou très éclairés ou très sombres*", indique-t-on de source policière. "*C'était une organisation quasi-militaire. Ils voulaient clairement se faire du flic*".

Nicolas Sarkozy avait dénoncé les actes commis par la "*voyoucratie*" – remisé, le terme de "*racaille*", sans doute trop politiquement incorrect – et promis les Assises (mais si, mais si...) aux responsables de ces "*tentatives d'assassinat*"...

Le problème n'est pas de savoir si le pouvoir peut prévenir de nouvelles émeutes dans les "cités" : elles auront évidemment lieu, "coups de filet" ou pas des fonctionnaires de l'Intérieur. Le problème est de savoir si à la prochaine, les flics du système acceptent de se faire descendre sans réagir afin d'obéir, comme ils l'ont fait jusqu'à présent, à l'ordre de leur hiérarchie : "*Zéro blessé et zéro mort dans les gangs ethniques*".

Question subsidiaire : quand les flics riposteront pour sauver leur peau, à partir de combien de blessés et de morts dans les rangs de la "*voyoucratie*" les banlieues de France s'embrancheront-elles dans un bel ensemble ?

novopress.info □

## Pays-Bas : Geert Wilders persiste et signe

L'annonce d'une prochaine diffusion du film de Geert Wilders – député de la formation identitaire hollandaise Parti de la Liberté – suscite les craintes du gouvernement hollandais et du secrétaire général de l'OTAN. "Fitna" ("Discorde" en arabe) est une charge bien plus féroce contre l'islam que ne l'étaient les fameuses caricatures de Mahomet parues dans le journal danois *Jyllands-Posten* en septembre 2005. Lesquelles, on s'en souvient, avaient en de nombreux points du globe jeté dans une rage folle les pacifiques et tolérantes masses musulmanes.

Le premier ministre, Jan Peter Balkenende, ainsi que les ministres des Affaires étrangères et de la Justice des Pays-Bas ont exprimé leurs craintes que la Hollande, comme le Danemark à la suite de la publication des caricatures, ne subisse représailles et sanctions économiques au cas où le film de Wilders viendrait à être diffusé. Le secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, lui-même ressortissant hollandais, redoute en particulier que la diffusion de "Fitna" ne mette en danger les mille cinq cents soldats néerlandais présents en Afghanistan dans le cadre de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'OTAN. Les réactions ont déjà été nombreuses en Afghanistan à l'annonce d'une possible sortie du film. Plus de cinq cents personnes se sont rassemblées à Mazar-i-Sharif pour dénoncer le projet de M. Wilders. Des menaces ont été proférées à l'encontre des troupes hollandaises présentes sur place.

Geert Wilders a déjà reçu des menaces de mort à de multiples reprises. La protection policière dont il bénéficie depuis l'assassinat du cinéaste Théo Van Gogh en 2004 vient à nouveau d'être renforcée. Ces menus désagréments ne devraient pas trop faire reculer le député courage qui envisage une diffusion de "Fitna" à la télévision hollandaise en mars ou avril, avant une diffusion sur la Toile qui promet d'être réjouissante...

## Décès du dernier Poilu de la Grande Guerre

Lazare Ponticelli, dernier Poilu de la guerre de 14, est décédé mercredi 12 mars à l'âge de 110 ans.

Né en Italie en 1897, Lazare Ponticelli arrive en France à l'âge de 9 ans. En août 1914, il s'engage dans la Légion étrangère et, jusqu'à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des alliés, participe aux combats sous l'uniforme français. En mai 1915, il ira rejoindre, avec ses camarades italiens de la Légion, le 3<sup>e</sup> régiment de chasseurs alpins italien. Il se bat alors contre les Autrichiens dans les montagnes du Tyrol. Il aimait à rappeler que les propos que s'échangeaient les soldats des deux camps n'étaient pas toujours haineux : « *Pourquoi se bat-on ?* ». Blessé, opéré puis envoyé en convalescence à Naples, il retrouve en 1918 et jusqu'à la fin de la guerre les combats de première ligne, près de Monte Grappa.

Fin janvier, la mort de Louis de Cazenave fit de Lazare Ponticelli l'ultime combattant français de la Première Guerre mondiale. Il se résigna alors à l'éventualité d'obsèques nationales, ce qu'il avait par principe toujours refusé. Mais « *sans tapage important ni de grand défilé, au nom de tous ceux qui sont morts, hommes et femmes* ».

Alors que la République organise méthodiquement l'invasion du territoire par des populations allogènes, sa caste dirigeante, toutes tendances confondues, se paie l'incroyable culot de rendre un vibrant hommage au dernier Poilu. De toutes parts, ce ne sont qu'envolées lyriques de fin de banquet républicain et dithyrambes à « *la Patrie envahie* », au « *patriotisme héroïque et douloureux* », à « *la liberté* », à « *notre mémoire* », à la « *défense de notre nation et ses idéaux* »... Pitoyable.

L'héroïsme des nôtres, luttant dans une guerre fratricide pour le plus grand profit de puissances financières d'un cynisme absolu, n'a que faire de ces paroles hypocrites.

*Douce France, etc.*

### Immigration : la colère du Gouvernement gabonais

Communiqué officiel paru dans *Gabonews*, le 3 mars 2008 :

« *Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale a enregistré, avec stupeur et indignation, des reconduites abusives à la frontière ces derniers jours, de deux de nos compatriotes vivant en France. [...]*

*Ces reconduites à la frontière, qui ont révolté de nombreux gabonais, convaincus du caractère exceptionnel et des relations séculaires entre le Gabon et la France, sont vécues malheureusement après d'autres intervenues depuis 2006 dans des conditions humiliantes, en violation flagrante des dispositions de la Convention d'Etablissement de 2002, notamment :*

*- l'article 5 qui oblige chacune des Parties "à accorder sur son territoire un traitement juste et équitable aux biens, droits et intérêts appartenant aux nationaux de l'autre Partie, à leur assurer la pleine protection légale et judiciaire, et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit pas entravé" ;*

*- l'article 8 alinéa 2 qui indique que "les autorités de l'une des Parties Contractantes ayant prononcé une mesure d'éloignement à l'encontre d'un ressortissant de l'autre Partie sont tenues de lui permettre d'avertir immédiatement un conseil, son consulat ou une personne de son choix, afin d'assurer la sauvegarde des ses biens et intérêts privés."*

*A ces violations, s'ajoutent les plaintes récurrentes des gabonais excédés par la survivance de tracasseries et de nombreux refus de visas, parfois abusifs, au Consulat Général de France à Libreville.*

*Eu égard à ce qui précède, et rappelant les principes d'égalité et de respect mutuel entre Etats, le gouvernement gabonais entend désormais appliquer la réciprocité. »*

Chiche !

**Téléchargez les précédents**

**numéros de Reconquista**

**[www.reconquista.info](http://www.reconquista.info)**